

# RAPPORT DE L'EVALUATION PARTICIPATIVE DE PROTECTION

Camps de Zabout, Djabal et Goz-amir  
Tchad 26 juillet 2023



Avec la participation :



ONG - ABS

## Contexte

Le conflit au Soudan qui a opposé l'armée soudanaise aux paramilitaires de la Force de Soutien Rapide (FSR) déclenché le 15 avril 2023, a occasionné plusieurs centaines de morts, de blessés et la fuite de milliers de soudanais pour trouver asile au Tchad. Depuis le début du conflit, la CNARR, le HCR et l'OIM enregistrent un afflux continue de réfugiés soudanais et de retournés tchadiens du Darfour à 32 points d'entrée frontaliers dans l'est du Tchad. Au 23 Juillet 2023, ils étaient dénombrés à plus de 100 000 ménages de 329 177 personnes dont 88% de femmes et d'enfants pour lesquelles des programmes de relocalisation étaient en cours. Ainsi, à la date susmentionnée, 26 275 ménages de 98 012 personnes étaient relocalisés dans 11 camps/site dont Zabout, Djabal, Goz Amir dans le SILA. Il faudrait noter que le premier convoi de relocalisation a été lancé le 15 mai 2023, du site d'accueil de Goungour vers le camp de réfugiés de Gaga.

Face à cette urgence, les autorités tchadiennes, les acteurs humanitaires sous la coordination du HCR ont organisé une réponse multiforme tant sur les sites spontanés que dans les camps ou ont été relocalisés les réfugiés. Les principales activités de la réponse d'urgence s'articulent autour du fixing de bracelets, du préenregistrement, de la distribution de vivres et de CRIs, de l'identification de personnes à besoins spécifiques, de la délivrance de soins primaires et des activités de protection.

Pour mieux informer l'orientation des programmes de l'urgence et les améliorer, les acteurs de Protection ont décidé de mener une évaluation rapide de Protection sur le site de Gaga en date du 23 mai 2023, et dans les camps de Djabal, Goz-Amir, Zabout dans le SILA du 24 au 26 juillet 2023. Il faudrait noter qu'en dehors du monitoring protection qui permet de collecter des informations sur certaines thématiques, il est utile de mener une évaluation participative de manière globale afin de continuer à adapter les activités et programmes mis en œuvre pour les réfugiés.

## Methodologie

La mission d'évaluation a eu lieu du 24 au 26 juillet 23 mai 2023 dans les camps de Djabal, Goz-Amir et Zabout où était relocalisés plus 36 000 réfugiés. Elle a consisté en des discussions de groupes avec des représentants des communautés de réfugiés, des enfants, adolescents et adolescentes, des femmes, des hommes, des personnes vivant avec handicap. Des normes liées à l'âge, le genre et la diversité (AGD) ont guidé les entretiens menés suivant un formulaire Kobo sur des tablettes.

## Equipes Multifonctionnelles

Sous le leadership de l'unité Protection de l'enfant du HCR, les représentants des agences et structures ci-dessous, présentes à Goz Beida dans le cadre de la réponse à l'urgence à l'EST, ont participé à l'activité :

- Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) ;
- La Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR)
- JRS
- ABS
- CIAUD
- LMI
- HIAS
- COOPI,
- ADRAH

## Principales Thematiques et Collecte D'Information

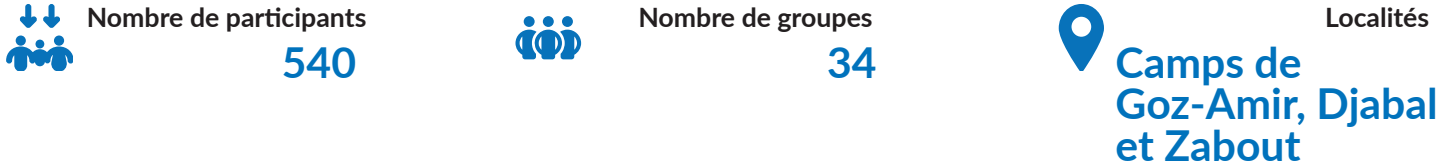
Un formulaire Kobo a été approuvé par l'équipe et créé dans le but de faciliter la collecte, le partage et l'analyse rapide des données. Le formulaire était principalement axé sur les thématiques suivantes :

- La protection de l'enfant
- La recherche et le regroupement familial
- La documentation et l'état-civil
- La coexistence pacifique
- Les Violences Basées sur le Genre (VBG)
- La communication avec les communautés et le leadership
- Les moyens de communication
- L'engagement communautaire
- La redevabilité et retour d'information
- L'accès au territoire
- La santé et le WASH
- L'abri

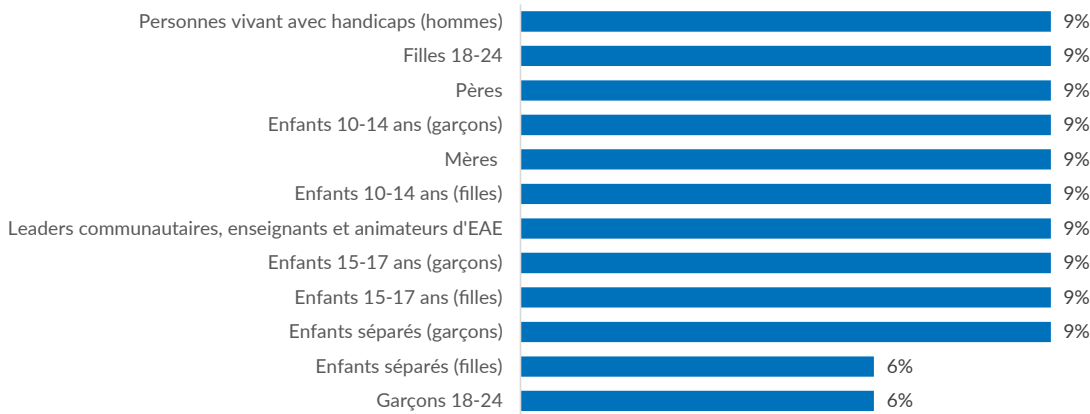


## Groupes de discussion

L'exercice a entièrement été conduit sous la forme de discussions avec des groupes de différents genre et âge. Au total 540 participants issus des communautés de réfugiés nouvellement installées au camp de gaga ont participé aux activités.

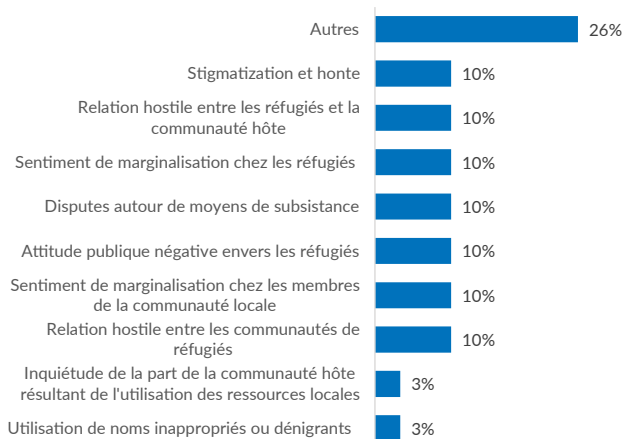


### Désagregation par groupes de discussion des participants



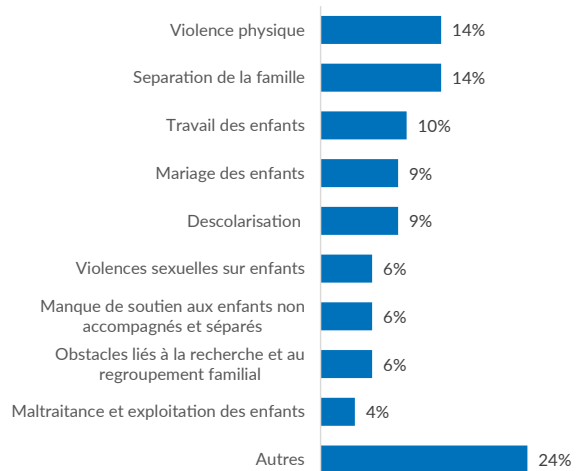
## COEXISTENCE PACIFIQUE

Quelles sont les préoccupations spécifiques liées à la coexistence pacifique ?



## PROTECTION DE L'ENFANT

Quelle sont les préoccupations spécifiques liées à la protection de l'enfant ?



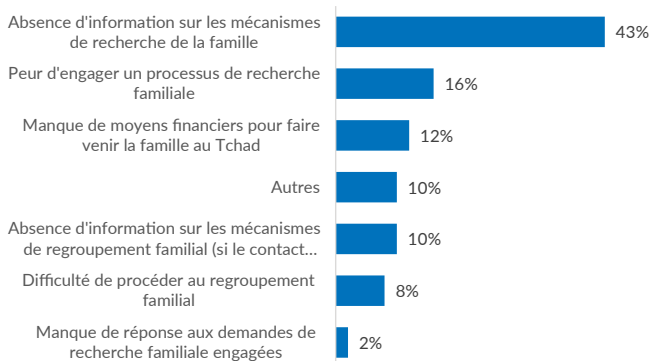
## VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

### Quelle sont les préoccupations spécifiques liées à la VBG ?



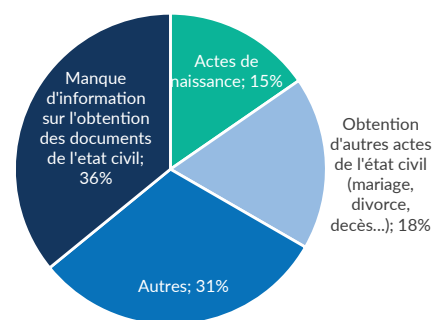
## RECHERCHE ET REGROUPEMENT FAMILIALE

### Quelles sont les préoccupations spécifiques liées à la recherche et le regroupement familiale ?



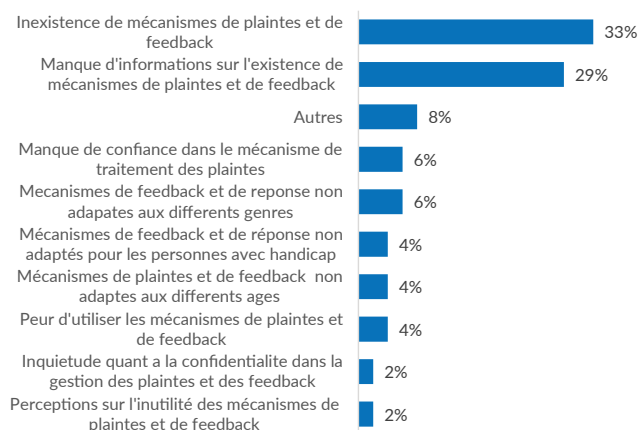
## DOCUMENTATION DE L'ETAT CIVIL

### Quels sont les préoccupations par rapport à la documentation de l'état civil ?



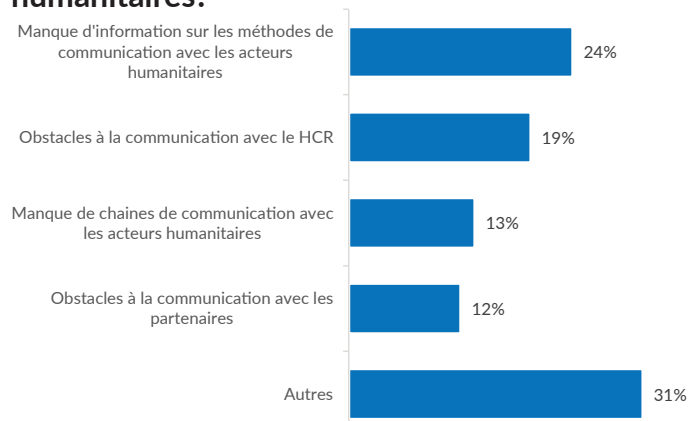
## COMMUNICATION AVEC LA COMMUNAUTE

### Quelles sont les préoccupations spécifiques liées au retour d'information et à la réponse ?



## COMMUNICATION AVEC LES ACTEURS

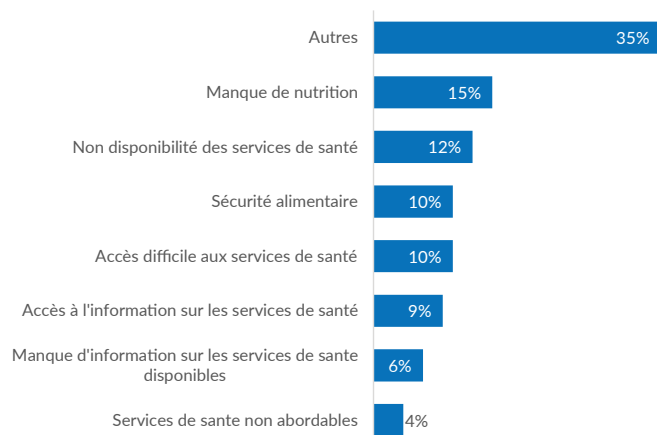
### Quelles sont les préoccupations spécifiques liées à la communication avec les acteurs humanitaires ?





## SANTE

Quelles sont les préoccupations spécifiques liées à la santé y compris reproductive ?



## RECHERCHE ET REGROUPEMENT FAMILIALE

### Actions urgentes de suivi

- Mettre en place des mécanismes alternatifs pour les recherches familiales et la réunification des familles.
- Réaliser des évaluations et des visites d'informations par des.
- Etablir une collaboration continue avec le CICR pour initier les recherches familiales, impliquer davantage d'organisations et d'ONGs dans les recherches familiales.
- Renforcer les séances d'informations et la sensibilisation sur les mécanismes de recherche et de regroupement familial,
- Identifier les enfants à risques au niveau de la communauté et réaliser dès que possible les EIS et DIS.
- Établir un mécanisme de monitoring au niveau des sites d'accueil pour la recherche des membres de la famille restés au Soudan.

## COEXISTENCE PACIFIQUE

### Actions urgentes de suivi

- La mise en place ou la redynamisation de comités mixtes qui prennent en compte les nouveaux leaders réfugiés.
- Sensibiliser les nouveaux réfugiés sur leurs droits et devoirs.
- Organiser des campagnes de sensibilisation et activités culturelles et sportives pour la promotion de la cohabitation pacifique au niveau des communautés hôtes et réfugiés.
- La mise en place de comité de médiation
- Mettre en œuvre des initiatives de dialogue, de sensibilisation et de discussions formelles pour résoudre ces problèmes et promouvoir la coexistence pacifique.

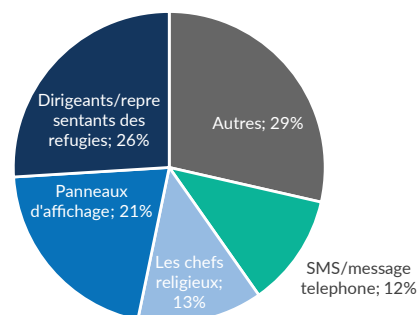
## VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

### Actions urgentes de suivi

- Promouvoir les services disponibles et conduire des sessions de sensibilisation sur les thématiques VBG
- Sensibilisations sur la disponibilité d'espace sûr pour les femmes et filles.
- Diversifier les partenaires VBG

## MOYEN DE COMMUNICATION

Quelle serait votre moyen préféré pour recevoir de l'information sur les services disponibles ?



## PROTECTION DE L'ENFANT

### Actions urgentes de suivi

- Discuter avec le Ministère de l'Education pour garantir l'accès à l'éducation aux nouveaux réfugiés ;
- Sensibiliser à la scolarisation des filles et faire un suivi pour son électivité au sein de la communauté
- Diversifier les activités récréatives dans des espaces dédiés aux enfants avec un minimum d'infrastructures
- En partenariat avec l'ANATS faciliter la déclaration des naissances et la délivrance d'actes de naissances pour tous les enfants nés sur le territoire tchadien.
- Mettre en place et renforcer les structures communautaires de protection de l'enfant
- Viols et enlèvements d'enfants sont signalés.
- Besoin d'interdire l'alcool et les drogues, renforcer la Sécurité, surtout des enfants.

## DOCUMENTATION DE L'ETAT CIVIL

### Actions urgentes de suivi

- Déclarations des nouvelles naissances sur le territoire tchadien et vulgarisation de la procédure d'obtention des documents d'état civil. Plaidoyer pour mobiliser Les acteurs étatiques techniques et financiers.
- Information sur les documents d'état civil.
- Organisation de campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement des naissances par le HCR, l'UNICEF et l'ANATS

## LES CONDITIONS PREALABLE AU RETOUR VOLONTAIRE AU SOUDAN

### La sécurité et la paix

## Analyse des résultats

Au regard des résultats de l'évaluation, il ressort que les principales préoccupations exprimées par les communautés de réfugiés nouvellement installées dans les camps de Djabal, Zabout et Goz-Amir sont pour la coexistence pacifique, les risques de tensions avec les anciens réfugiés des camps ainsi que les communautés hôtes. Cette tension est parfois justifiée par la pression socio-économique exercée par l'afflux massif de nouveaux réfugiés dans les communautés hôtes ; les réfugiés dépassant parfois en nombre la population locale alors que les ressources existantes sont déjà maigres. Des Altercations sont fréquentes et éclatent entre les filles du camp et celles du village pour l'eau et les fagots.

Il convient de noter que les préoccupations majeures demeurent les questions de protection de l'enfant, le manque d'information sur les services disponibles au niveau du camp tant sur les mécanismes et services pour faciliter la recherche et le regroupement familial, que pour d'autres services tels que la documentation et l'état-civil et la communication avec les communautés, la participation des femmes dans les prises de décision ; la sécurité alimentaire, l'accès à la santé, l'hygiène et les questions de sécurité pour lesquelles l'implication de la DPHR est sollicitée.

En matière de Protection de l'Enfant, la méconnaissance du service de délivrance des actes de naissance aboutissant à la non-déclaration à l'état civil de la majorité des naissances a été décrié par les parents et les enfants. Les risques majeurs entre autres auxquels sont confrontés les enfants sont la violence physique, la maltraitance, le travail des enfants et la mendicité surtout pour les garçons; les cas d'enlèvement d'enfants, le viol, les mariages précoces pour les filles, l'accès à l'éducation pour lequel une distinction doit être faite entre les filles et les garçons qui bénéficient d'un traitement plus favorable du fait des pesanteurs socio-culturelles, et la séparation des familles (au point où certains parents sont réticents à laisser sortir leurs enfants) ont également été soulevés. Il en est de même de la méconnaissance de l'information sur les services et mécanismes de recherches familiales disponibles, du système de référencement des cas et de l'inexistence de services adaptés aux enfants vivant avec handicaps. La cessation des activités du centre d'apprentissage, l'absence de structures d'encadrement des enfants et des jeunes et le nombre insuffisant de bourses d'études ont été décriés à Djabal. A Goz Amir, l'accent était mis sur l'absence de matériels et équipements scolaires et ou leur remplacement, l'absence de personnels qualifiés, le faible pouvoir d'achat des parents pour subvenir aux frais scolaires dont l'inscription aux examens, le surpeuplement des salles de classe, l'absence d'opportunité pour des études supérieures malgré le taux élevé de réussite au Baccalauréat.

Le manque d'information sur les services disponibles pour la prévention et la lutte contre les VBG ainsi que les risques d'agressions sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles pendant la fuite du Soudan vers le Tchad, lors de la recherche du bois de chauffage et pendant la fréquentation des latrines le soir ont également été soulevés. Les querelles et violences entre parents au camp, les violences domestiques et cas de mariage précoce ont été cités comme une préoccupation. Quelques-unes des raisons de violences domestiques seraient la pauvreté, l'alcoolisme et la consommation de stupéfiants. Concernant les PSEA, si à Goz Amir, les participants ont évoqué l'existence de cas, la connaissance du mécanisme mais la démotivation du fait de l'absence de réponses et la peur de représailles ainsi que le référencement à la CNARR. À Djabal et Zabout, les participants ont confirmé de pas avoir d'information sur les mécanismes de dénonciation.

Au sujet de la communication avec les communautés, il est ressorti l'absence d'informations, l'implication partielle, l'éloignement des espaces communautaires par rapport à l'extension du camp en particulier pour les personnes à besoins spécifiques (PBS), l'absence de communication, le manque de suivi et d'implication réelle qui a également un lien avec la redevabilité.

Pour ce qui est de la redevabilité, il a été noté que les mécanismes de gestion des plaintes sont absents ou peu connus et non adaptés aux enfants. Ainsi, les problèmes sont le plus souvent référés au camp manager, aux parents et aux leaders. Certains jeunes ont exprimé leur crainte d'utiliser les canaux de communication avec les leaders et ont évoqué le problème de confiance et la lenteur de la gestion des plaintes.

En ce qui concerne les préoccupations liées à la santé, si à Djabal, il a été mentionné la mauvaise prise en charge, la gratuite ciblée, la rupture fréquente de médicaments, le personnel non qualifié et ou en nombre insuffisant, le mauvais comportement du personnel parfois et l'évacuation sanitaire tardive. En plus de ce qui précède, il a été noté l'absence d'examens cliniques à Goz Amir, et l'absence de supplémentation pour les cas de malnutrition à Zabout.

Pour les questions de logement, les participants ont déploré les problèmes d'espaces ; absence de soutien pour les PBS ; Non-respect des us et coutumes ni des tailles de ménages dans l'attribution des abris mais également les risques de vandalisme pour les nouveaux abris d'urgences.

Dans le domaine de l'eau l'hygiène et l'assainissement (WASH), les participants ont évoqué le débit insuffisant d'eau surtout en saison sèche occasionnant des conflits au niveau des points d'eau, surtout à Djabal; le risque élevé de maladies, l'absence de canalisation pour évacuation des eaux stagnantes, mauvaise la qualité de l'eau des puits traditionnels, la quantité insuffisante de points d'eau fonctionnels et l'absence de matériels d'hygiène à Goz Amir; le non-respect des us et coutumes dans la construction des latrines, leur nombre insuffisant et faible profondeur à Zabout. La non-ségrégation des latrines, la promiscuité dans les abris, l'absence de kits hygiéniques et/ou de dignité sont des aspects communs énumérés dans l'ensemble des camps ciblés.

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, les participants ont décrit les rations alimentaires insuffisantes et non variées, l'absence d'hygiène pour les repas chauds conduisant à des maladies pour les enfants et les personnes âgées, le mauvais service, l'absence de mesures d'accompagnement, le traitement sélectif, le ciblage en déphasage avec les besoins réels Djabal et Goz Amir, en plus de forte crue détruisant les récoltes et l'éloignement des zones arables, plus spécifiquement pour les réfugiés de Goz-Amir. A Zabout, en dehors des problèmes susmentionnés, le manque d'ustensiles de cuisine et d'articles ménagers essentiels restent préoccupants. Il faudrait noter à ce sujet, que dans le mois de septembre, une distribution générale ciblant les articles ménagers a eu lieu.

Les résultats de l'exercice permettent de ressortir les priorités ci-après en dehors des points ci-haut nécessitant des actions urgentes.

## Coexistence pacifique

- Mettre en place un cadre de concertation avec l'implication des communautés hôtes et des anciens réfugiés du camp de Gaga ;
- Initier des discussions au sein du cadre de concertation pour évaluer l'impact de l'arrivée des nouveaux réfugiés sur les ressources existantes et identifier des mesures d'atténuation ;
- Organiser des activités mixtes avec les communautés hôtes et les anciens réfugiés du camp de Gaga.

## Protection de l'enfant

- Informer les réfugiés sur les mécanismes de protection de l'enfant en place ;
- Sensibiliser les communautés pour la scolarisation des filles ;
- Construire des centres préscolaires et des espaces amis d'enfants ;
- Créer de centres culturels et d'écoles, augmentation des centres de formation
- Rechercher un soutien financier et en communication pour faciliter les recherches

## Prevention et lutte contre les VBG

- Faire la promotion des services disponibles et sensibiliser les communautés sur les différentes thématiques relatives aux VBG ;
- Construire des structures alternatives de prise en charge des survivant(e)s de VGB ;

## Leadership

- Organiser des élections pour désigner un leader crédible
- Mettre en place des voies officielles de communication avec les communautés et les humanitaires

## Communication avec La Communauté

- Préparer et mettre en œuvre un plan conjoint de communication (interagence) pour informer les communautés sur les services disponibles ;
- Elaborer un plan de communication sur la prévention des inconduites (fraude & PSEA).
- Identifier les nouveaux relais communautaires engagés par les différents partenaires et les former sur la prévention de l'inconduite sexuelle et la Fraude ;
- Redynamiser les comités de gestion communautaire en y intégrant les nouveaux réfugiés et les former sur la prévention de l'inconduite sexuelle et la Fraude.
- Renforcer la sensibilisation et le counselling
- Avoir des interactions régulières avec les conseils des sages sur les questions de sécurité
- Faire un plaidoyer pour renforcer l'éclairage autour des latrines
- Mettre en place des comités de veille pour accompagner les femmes pendant la collecte de bois de chauffage.

## Redevabilité

- Mise en place de possibilités de recueillir des plaintes.
- Création d'organisations de plaintes et de feedback.
- Mise en place de boîtes de plaintes.
- Adapter des mécanismes pour les nouvelles arrivées.
- Encourager d'autres ONGs à intervenir et proposer de nouveaux mécanismes de gestion de plaintes.
- Mettre en place des mécanismes de plainte, conduire des sessions d'information et impliquer d'autres ONG pour une meilleure communication et résolution des problèmes.

## Santé, Eaux et Assainissement

- La gratuité des services médicaux et l'amélioration de la qualité, avec des examens préalables aux ordonnances.
- Approvisionner en médicaments et produits les centres de santé.
- Renforcer les capacités des agents communautaires et des médecins réfugiés
- Construire des points d'eau proches des abris
- Diversifier les partenaires travaillant dans le WASH et la santé.
- Distribuer des moustiquaires
- Augmenter le nombre de latrines et des douches pour résoudre les problèmes d'hygiène.

## Abris

- Réfectionner et renforcer les abris existants. Changer les bâches bleues en bâches de meilleure qualité.
- Construire de nouveaux abris pour les familles sans abris.



### **Contacts :**

**Dossou Patrice Ahouansou**, Deputy Representative (Protection), Tchad  
ahouanso@unhcr.org

**Celestine Ahou Assuie**, Child Protection Officer, Tchad  
aidara@unhcr.org

**Ahmed Merdoukh**, Information Management Officer, Tchad  
merdoukh@unhcr.org